

Après l'annonce des résultats du référendum sur l'avenir de la Nouvelle Calédonie, je pense d'abord à Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur à qui il a fallu un courage extraordinaire pour se donner la main après des années de déchirements et de drames.

Je pense aussi à Michel Rocard qui a su trouver le chemin d'une « *résolution non violente* » d'un conflit lourd et ancien, ce qui reste et restera un exemple.

Je pense encore qu'il faut décidément se défier des sondages. Il y a quelques jours à peine, on entendait sur la foi des sondages que le non l'emporterait avec un score de 70 % cependant que le oui atteindrait à peine les 30 %.

Le résultat est, au terme d'une participation remarquable et exemplaire (82 %), nettement plus resserré avec 56,4 % de non et 43,6 % de oui. Aussi a-t-on pu parler d'une « *victoire en demi-teinte du non*. » Et, à voir les images qui nous sont parvenues de Nouvelle Calédonie, on avait presque l'impression que les indépendantistes avaient gagné, tant ils saluaient un score qui dépassait les pronostics.

Ceci dit, le non l'a emporté clairement. La Calédonie restera en France. Et il faut maintenant, sur la base de ce résultat, préparer l'avenir.

Cela doit passer par de nouveaux dialogues, de nouveaux projets pour conforter le « vivre ensemble » de toutes celles et tous ceux qui vivent sur cette terre.

Celle-ci est située à 20 000 kilomètres de Paris. C'est dire qu'il faudra, plus encore que par le passé, prendre en compte ses spécificités.

Et surtout – j'insiste là-dessus – il faudra rester fidèle à l'esprit et à la lettre des accords de Nouméa et de Paris.

De même qu'il a été sage que ni la présidence de la République ni le gouvernement ne s'engagent dans la campagne du référendum, par fidélité à ces accords, il faudra respecter scrupuleusement ce qui a été inscrit dans la Constitution – à savoir que deux nouveaux référendums restent possibles.

Revenir là-dessus serait immédiatement perçu par les indépendantistes comme une trahison.

Il faudra aussi relever les défis économiques et sociaux. Si le nickel est un atout précieux, il induit moins d'emplois qu'auparavant. Et l'économie calédonienne doit se diversifier.

Et dans le contexte géographique qui est le sien, elle doit tenir toute sa place, avec l'appui de la France, au moment où l'influence et l'action de la Chine sont grandissantes.

Les défis à relever sont nombreux.

Mais saluons, pour finir, le fait que ce référendum ait pu avoir lieu dans un climat pacifique avec une si forte participation : les calédoniens ont su, à cet égard, donner un exemple.

Jean-Pierre Sueur

>> [Lire le rapport sénatorial de Jean-Pierre Sueur, Catherine Tasca et Sophie Joissains : « Nouvelle-Calédonie : continuer à avancer vers le destin commun »](#)